

## Immobilisation générale !

**Tous en grève à compter de ce soir 20 heures  
à l'appel des fédérations CGT, SUD-rail, FO, FGAAC**

**Direction SNCF et ministère s'expriment dans la presse, mais refusent de négocier avec les fédérations syndicales.**

**Le ministre des transports et le président de la SNCF communiquent beaucoup ! Ils feraient mieux de répondre aux revendications des cheminots,** contenues dans la plate-forme unitaire des fédérations syndicales qui appellent à la grève.

**Monsieur Gallois se plaint** que les organisations syndicales ne parlent pas des propositions de la direction. **C'est faux** : nous avons informé les cheminots des réponses de la direction, **elles sont notoirement insuffisantes, ne correspondent pas à la gravité de la situation,** amènent les fédérations syndicales à maintenir l'appel à la grève.

**Monsieur Perben** dit qu'il est prêt à négocier pour éviter un conflit. **C'est faux** : le ministère n'a **pas proposé la moindre réunion aux organisations syndicales**, sans doute parce qu'il n'a aucune volonté de faire des propositions concrètes. Sa proposition de mettre par écrit qu'il n'y aura pas privatisation représente un mensonge. N'y aurait-il plus de trafic fret SNCF confié au privé ?

SUD-rail engage direction et ministère à ne pas en rajouter dans la provocation en multipliant des propos qui tendent à rejeter sur les organisations syndicales la responsabilité d'une situation qu'ils ont créée.

**Direction et gouvernement ne proposent toujours rien.**



Les fédérations syndicales, dont SUD-rail, ont relancé la direction durant tout le week-end. Hier soir encore, celle-ci indiquait qu'elle ne voyait pas l'utilité d'une nouvelle réunion !

Le ministère est également concerné. Au-delà des belles déclarations comme « *pas de privatisation* », il faut des actes : ... il faut prendre les mesures en cohérence avec cette affirmation et mettre un terme aux restructurations qui organisent la privatisation, s'engager à ne plus transférer au privé des services SNCF, revenir sur les décisions récentes qui vont dans ce sens. Ce sont les fédérations syndicales qui interpellent de nouveau le ministère aujourd'hui, pour qu'il prenne ses responsabilités !

Depuis maintenant un an (la manifestation nationale unitaire des cheminots de novembre 2004), nos revendications sont connues. Depuis plus de trois semaines, direction et gouvernement savent que CGT, SUD-rail, FO, FGAAC se sont prononcés pour une grève reconductible. **Il fallait négocier, au lieu de seulement « communiquer » !**

**Comme nous le faisons toujours, SUD-rail donne aux cheminots tous les éléments d'appréciation, fait part de son analyse. Les Assemblées Générales de grévistes décideront : c'est cela la démocratie directe ! Par une grève massive dès le 22 novembre, des Assemblées Générales représentatives et déterminées, obligeons direction et ministère à négocier rapidement !**

## La fédération SUD-rail est prête à négocier. Il faut :

- **Des mesures concrètes montrant une réelle volonté d'arrêter le processus de privatisation de la SNCF qui est déjà en cours : arrêt du plan fret qui laisse la place aux opérateurs privés, construction et maintenance de toutes les installations ferroviaires assurées par la SNCF (y compris lignes nouvelles), arrêt du transfert vers le privé (via les filiales type EFFIA) des missions des cheminots, abandon de toutes les restructurations et projets qui organisent la privatisation de l'entreprise en accentuant son découpage par « activités »... Au gouvernement, nous demandons de mettre fin à la privatisation rampante qui avance en appliquant les décisions européennes : les paquets ferroviaires, l'obligation pour fret SNCF de diminuer ses moyens et son trafic (ce qui se traduit par 500 000 camions de plus sur les routes), l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire à partir de mars 2006, le projet de règlement sur les services publics qui permet de confier les TER à d'autres exploitants que la SNCF...**
- **Des moyens pour assurer le service public ferroviaire :** négociations immédiates, au plus près de la base, service par service pour fixer les besoins d'embauches et un engagement de la direction de les réaliser avant la fin 2005. Gel immédiat des restructurations envisagées par les activités qui suppriment des dépôts, des établissements du matériel...
- **Des négociations salariales** mettant un terme aux pertes de pouvoir d'achat enregistrées depuis des années.

Union syndicale  
**Solidaires**

La fédération SUD-rail se félicite par ailleurs du succès de la manifestation nationale pour les services publics du 19 novembre. De nombreux cheminots y ont participé, avec SUD-rail et l'union syndicale Solidaires, la CGT, et les comités locaux unitaires. Les mouvements sociaux en cours (à commencer par celui des salariés de la RTM dont nous saluons la détermination), et à venir (RATP, Education, Finances, ...) tracent la voie d'une indispensable coordination des luttes.

## Droit de grève : La direction ment encore !



La fédération SUD-rail était intervenue auprès de la direction jeudi dernier, pour la mettre en garde sur les contrevérités véhiculées par certain-e-s « responsables » de l'entreprise. La direction choisit de persévérer dans le mensonge pour tenter de casser la grève.

**Les fédérations syndicales CGT, SUD-rail, FO, FGAAC, dans une récente expression unitaire rappellent ce qu'est le droit. La direction n'est pas compétente pour en choisir l'application qui l'arrange, de nombreux jugements en attestent.**

**Ils mentent** quand ils disent qu'ils voulaient négocier ce week-end, **ils mentent** à propos du droit de grève, **ils mentent** à propos du plan fret (qui peut croire que ça va mieux pour le fret ferroviaire alors que fin septembre 2005, tous les compteurs étaient au rouge par rapport aux propres objectifs de la direction : trafic -11%, recettes : -7%, régularité : 62,7% au lieu de 80% prévus), etc.

**SUD-rail demande au personnel d'encadrement de ne pas se mettre en porte-à-faux, de refuser de véhiculer des affirmations totalement erronées.** Un mensonge d'un jour remet en cause la crédibilité pour toujours. Le personnel d'encadrement, comme tous les autres cheminot-e-s, a mieux à faire : **défendre le service public ferroviaire en participant à la grève !**

## Ces gens-là sont en guerre contre les cheminot-e-s !

Soit disant « prêts à négocier » lorsqu'ils parlent à la presse, en interne les patrons de la SNCF organisent depuis plusieurs jours un plan anti-grève totalement scandaleux ! Voici des extraits d'une note de la direction.

- Retirer les clefs du pupitre des engins moteurs
- Demander l'accompagnement (des rames Voyageurs) par les forces de l'ordre
- Mobilisation de l'encadrement régional et d'établissement pour tournées de surveillance
- Assurer le gardiennage des engins par l'Industrie Privée, pour éviter les dégradations
- Changer les codes d'accès des postes.
- Mesures à prendre contre les piquets de grève
- Fatigue des encadrants : prévoir des tours de rôle prévoyant des périodes de repos
- Vérification des listes d'huissiers pouvant intervenir, les préaviser
- Préparer les commandements à quitter les voies à remettre aux « envahisseurs » identifiés
- Porter plainte
- Sécurisation des accès aux postes de commande ; prévoir des solutions de repli si envahissement
- Déviations des lignes téléphoniques
- Réservation d'un local à l'extérieur de l'entreprise pour assurer le lien avec les non grévistes

Il y en a des pages et des pages !

Ils nous prennent pour des voleurs/ses, des casseurs/ses ...

« Envahisseurs » ... des cheminots sur des voies, pour eux ce sont des envahisseurs !

**Tous en grève, nous montrerons à la direction notre dégoût pour une telle attitude !**